

## Rapport d'activités Thierry Apothéloz, Conseiller d'État

---

Cher.e.s Camarades,

J'ai pris mes nouvelles fonctions en tant que Conseiller d'État le 1<sup>er</sup> juin 2018. Je n'ai dès lors pas encore suffisamment de recul pour vous adresser un bilan politique exhaustif. Cela est d'autant plus vrai que, comme vous le savez certainement, j'ai hérité d'un tout nouveau département. Les choses se mettent progressivement en place, et j'ai pu m'atteler à porter les chantiers politiques que je souhaite pour cette législature.

Sur le **volet culturel**, il s'agit aujourd'hui de finaliser le "message sur la culture", qui définira le programme politique que j'entends porter. Institué par la Loi sur la Culture (LCult, art. 4), ce programme, qui sera construit en concertation avec les institutions culturelles et les communes, me donnera l'occasion de porter les orientations cantonales en matière de culture. En ceci, je ne peux que me réjouir du consensus général, dont le soutien unanime du Conseil d'État, régnant autour de l'initiative 167 ("Pour une politique culturelle cohérente à Genève"), qui sera soumise au vote le 19 mai prochain.

En ce qui concerne **le sport**, je travaille actuellement à la redéfinition d'un projet de nouvelle patinoire à Genève, qui fasse une vraie place au sport, et qui correspond à un véritable besoin exprimé par la population. La question de la violence dans le sport est également une de mes grandes préoccupations, car notre cohésion sociale est aussi le reflet de la manière dont nous pratiquons ensemble des activités sportives. En ceci, les premières assises de la violence dans le football, co-organisées avec la Ville de Genève en novembre 2018, ont montré la forte volonté des pouvoirs publics de ne jamais laisser la violence et les comportements inadéquats s'installer dans le sport.

Au niveau de **l'action sociale**, un chantier prioritaire réside dans la commission de refonte de la loi sur l'insertion et l'aide sociale individuelle (LIASI), à la présidence de laquelle j'ai nommé notre camarade Stéphane Rossini. Cette commission, composée de l'ensemble des partenaires impliqués (associations, communes, mais aussi experts externes et bénéficiaires) a pour mandat de présenter un projet de refonte totale de la loi d'ici à fin 2019. Dans un canton qui ne voit le nombre de personnes à l'aide sociale considérablement augmenter d'année en année, il est pour moi prioritaire de tenter d'enrayer ce phénomène. J'ai également mis l'accent, depuis mon entrée en fonction, sur la question de l'accès au droit et de la lutte contre le non-recours aux prestations sociales, dont on commence à mesurer aujourd'hui l'importance. S'assurer que chacun.e puisse revendiquer en connaissance de cause les prestations auxquelles il/elle a droit est pour moi une priorité. J'entends également réformer en profondeur notre système de protection des adultes, en bonne intelligence avec les communes, qui sont les mieux placées pour assurer des missions sociales de proximité. Enfin, notons que j'ai relancé récemment le Centre d'analyse territoriale des inégalités (CATI-GE), qui permettra de donner les indicateurs nécessaires à la mise en œuvre – enfin – de la Loi sur la politique de cohésion sociale en milieu urbain.

Bien entendu, le chantier social le plus important est celui du soutien et de la mise en œuvre du contreprojet à l'IN 170, qui constituerait – en cas de refus de l'initiative – une alternative particulièrement ambitieuse pour notre canton, puisqu'elle permettrait d'augmenter le montant des subsides d'assurance-maladie de 186 millions de francs, et d'élargir le nombre des bénéficiaires de 54'000 à 125'000 personnes.

Comme vous le voyez, Camarades, de nombreux projets sont en cours. J'ajouterai à ceux-ci les réflexions dans mon département sur la mise en place d'une véritable politique des seniors et aînés ou du handicap à Genève, ainsi que la création prochaine d'un laboratoire

d'innovation sociale (individuelle et collective), qui permettra de trouver des solutions pragmatiques aux défis de l'avenir.

Je veux en effet que les politiques sociales, culturelles et sportives que j'entends déployer apportent de véritables réponses, originales autant que concrètes, aux besoins légitimes de notre population. Je suis toujours d'avis que, au-delà des positions idéologiques, il convient de traduire le bien fondé de nos valeurs par des projets qui impactent de manière tangible le quotidien des gens. Nous, Socialistes, seront jugés par notre capacité à trouver des solutions réalistes et précises aux grands enjeux de société auxquels nous allons faire face.

Notre société souffre en effet de son individualisme et du creusement des inégalités. La mission première de l'État est de répondre à ces défis par des projets concrets. Il y a une urgence sociale à laquelle, en tant que Socialiste, nous nous devons de répondre, dans un climat politique difficile, qui ne nous est pas toujours favorable. Mais je suis persuadé que, tant avec le soutien de Anne Emery-Torracinta, que de notre députation, nous pourrions faire avancer les choses et offrir à chacun.e, dans notre canton, la place qui lui revient.

Amitiés socialistes  
Thierry Apothéloz